

Alcatel-Lucent France:1.500 postes seraient supprimés. Vétu du ministre

Vive réactions des syndicats en France à l'annonce du plan social communiqué ce 13 janvier. En conséquence, période électorale ou non, le ministre en charge de l'emploi a demandé que cette décision soit ré-examinée concernant les 5 à 8 sites qui pourraient être fermés...

Le suspense est maintenu, car la liste des principaux sites touchés ne serait diffusée que ce mercredi 14 février. Mais l'avertissement des syndicats, relayé par le ministre délégué à l'Industrie, François Loos. Celui-ci a demandé que le groupe « *maintienne en France le potentiel scientifique et industriel de ses sites* » .

L'intersyndicale CFDT-CGT-CGC-CFTC-FO a « condamné ces suppressions d'emplois qui vont ramener la France au 3^e rang au niveau des effectifs » du groupe, derrière les Etats-Unis et la Chine. L'Hexagone n'abritera plus que 11.000 salariés si le plan social annoncé est mis en oeuvre.

« La nouvelle entreprise (Alcatel-Lucent) ne propose aucun projet industriel qui mette fin au déclin de notre entreprise en France », a déclaré l'intersyndicale.

Un appel a été lancé pour un premier arrêt de travail de deux heures ce jeudi 15 février.

En réalité, Alcatel suit la même logique que celle de Lucent: se défaire de ses usines ou du moins, transférer la fabrication en sous-traitance et vers l'Asie, sinon l'Europe de l'Est?

En 10 ans, Alcatel a divisé ses effectifs par trois! De 191.800 en 1995 à 56.000 prochainement.

Les syndicats redoutent notamment que les coupes sombres atteignent la recherche et le développement, qui représente environ un tiers des effectifs.

Le site de Vlizy (3.000 salariés) serait particulièrement visé, mais également ceux d'Alcatel Business Systems , rassemblant 1.500 salariés à Illkirch (Bas-Rhin), Colombes (Hauts-de-Seine) et Brest.

« Notre activité est bénéficiaire, nous avons des projets de développement. Nous contestons la légitimité de ces

coupes, et n'excluons pas d'agir en justice », a déclaré à l'AFP Alain Hurstel, délégué syndical CFDT.

« Le marché n'est pas en crise mais notre activité peut se faire à moindre coût en Chine, en Inde et en Roumanie », a déploré Jean-Pierre Clavaud, délégué CGT, sur France Infos.